

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

18^{ème} année - N° 3171 - Mardi 05 Juin 2018 - Prix : 200 Fc

POLITIQUE

Cinq partis créent une alliance contre les «dérives anti-démocratiques»



POLITIQUE

**Un courant du parti Radhi désavoue
la position du secrétaire général**

LIRE PAGE 5

Visitez le site de la Gazette
www.lagazettedescomores.com

**Prières aux heures officielles
Du 1er au 05 Juin 2018**

Lever du soleil:
06h 21mn
Coucher du soleil:
17h 49mn

Fajr : 05h 09mn
Dhouhr : 12h 08mn
Ansr : 15h 03mn
Maghrib: 17h 52mn
Incha: 19h 06mn



POLITIQUE :

La Crc investit sa cellule d'Itsandra Hamamvou

Dimanche 3 juin 2018, la cellule de la Convention pour le renouveau des Comores (CRC) de la région Itsandra-Hamanvou a investi son nouveau bureau.

Plusieurs cadres du parti au pouvoir notamment l'ancien député de Hambou, Ibrahim Soeuf, l'actuel ministre des finances, Said Ali Said Chayihane et le secrétaire général, Yahaya Mohamed Illiasse étaient présents.

Pour investir sa cellule à Itsandra Hamanvu, la Crc s'est entourée de hautes personnalités de son parti. Said A. S. Chayihane, actuel ministre des finances, n'en finira pas de louer le bilan des 2 ans du parti au pouvoir lors de la cérémonie tenue hier, dimanche. « Pendant plus de dix ans, le problème de l'électricité ne connaissait pas de solution. Il a fallu attendre la présidence d'Azali pour qu'une solution soit trouvée et on vous promet que d'ici peu, d'autres problèmes seront résolus », a lancé l'ancien secrétaire général de la CRC qui citera la baisse des prix de la vanille et du carburant ou encore



Installation de la cellule CRC Itsandra Hamanvou

les chantiers d'infrastructures entamés par le régime.

Pour Said Ali Chayihane, d'ici la fin du mois, d'autres chantiers

seront mis en œuvre. « Nous vous promettons que d'ici le 25 juin prochain, la cérémonie de remise du site pour le démarrage de la cons-

truction du complexe hospitalier sera fait et les travaux ne tarderont. Les routes sont presque faites à moitié rien qu'à Ngazidja, il y'a aussi

les chantiers d'Anjouan et de Mohéli », dira-t-il.

Revenant sur l'actualité, marquée par des mouvements de contestation de l'opposition, la Crc dénonce. « Si les Comoriens nous ont choisi aujourd'hui, c'est parce que la CRC est une école. D'autant plus que quand on n'était pas au pouvoir, on n'usait pas de ces pratiques barbares, mais on embrassait les bonnes choses et protestait contre les mauvaises », a déclaré le secrétaire général du parti, Yahaya Mohamed Illiasse.

Le nouveau coordinateur de la cellule, Moimba Youssouf, a déclaré être prêt à recevoir toutes les requêtes de sa cellule. Moimba Youssouf enfin a réitéré son soutien aux actions du gouvernement et promis de militer pour les réformes que veut apporter le président de la République car « c'est ce qui va permettre le développement du pays ».

A.O Yazid

IL VA Y AVOIR DU MONDE CHEZ VOUS

JUSQU'AU 30 JUIN

**INSTALLATION
OFFERTE***

*Offre valable aux Comores du 13/05 jusqu'au 30/06/18 pour tout nouvel abonnement d'une durée minimum d'un mois en paiement comptant aux formules LE PACK ou TOUT CANAL+, uniquement pour toute personne non abonnée au cours des 3 derniers mois. Décodeur satellite à 4 000KMF. Le kit de fixation de la parabole et la parabole sont offerts. Installation de la parabole offerte au lieu de 5 000KMF. Voir conditions en boutiques CANAL+ ou sur canalplus-comores.com.

LES OFFRES
CANAL+

POLITIQUE

Cinq partis créent une alliance contre les «dérives anti-démocratiques»

Alors que le gouvernement campe sur sa position d'organiser un référendum de révision constitutionnelle, l'opposition grossit ses rangs et durcit le ton. Dans un communiqué conjoint, des partis qui ne s'étaient jusque ici pas prononcés, ont exhorté le chef de l'Etat à « reconsidérer sa position ».

A l'approche de la campagne autour du référendum, le camp de la mouvance présidentielle et ses alliés multiplient les rencontres. Au même moment, les forces d'opposition s'élargissent. Après l'Union de l'opposition qui compte des grandes figures de la

scène politique dont Mohamed Ali Soilihi, Mouigni Baraka et l'ancien président Ahmed Abdallah M. Sambu, le mouvement «Amani Ya Comores» autour du gouverneur, Hassani Hamadi, voit le jour.

« Nous sommes de l'opposition », a d'emblée lancé Said Abbasse Dahalane, président du Mouroua. Le mouvement est né après le constat amer des partis sur le climat politique du pays. Des cadres du pays et de la classe politique, à l'instar de Mohamed Said Fazul, Abdourahim Said Bacar, Mahamoud Ahmed Abdallah et Hassane Harouna, jugent la situation inquiétante. Amani Ya Comores (la Paix pour les

Comores) réunit le Cran de Hassani Hamadi, Mdc de Mahamoud A. Abdallah, Mouroua de Said Abbasse, Psn de Houlam et l'Undc de Mohamed Fazul.

« Nous appelons le président de la République à reconsidérer sa position », ont déclaré les représentants des partis lors d'un point de presse, hier lundi. Dénonçant le climat d'insécurité orchestré par le régime en place, le mouvement appelle ce dernier à respecter les libertés individuelles, l'Etat de droit et la démocratie. Et pour cela, Amani ya Comores dit soutenir fermement la déclaration du gouverneur de Ngazidja et de l'Union de l'Opposition appelant à « la restau-

ration immédiate de l'ordre constitutionnel ».

Pour ce qui est du référendum, le nouveau mouvement dit qu'« il est dans les prérogatives et les compétences du président de l'organiser si ce dernier juge nécessaire mais en tenant compte des institutions compétentes pour la fiabilité ». La demande est la même: « pas de référendum sans le rétablissement de la Cour Constitutionnelle ». Le mouvement s'indigne de la situation politico-sociale qui continue « à se dégrader de manière accélérée », des décisions du chef de l'Etat qui ont pour « effet de démolir des institutions clés et régulatrices de la vie démocratique du pays ». « Un tel

climat d'insécurité disloque l'unité nationale, fragilisée par la vulnérabilité de notre Etat qui prend clairement une tournure clanique », lit-on dans une déclaration collective du mouvement.

Pour convaincre l'opinion, le mouvement dit lancer un « vibrant appel aux forces vives de la Nation, à tous les démocrates, les partis politiques, la société civile, les personnalités de tout horizon » à se joindre afin de protéger la paix, acquérir la démocratie en «s'opposant à un référendum qui ne remplit pas les conditions légales ».

A.O Yazid

POLITIQUE

L'Union de l'opposition dénonce une "dictature rampante"

Dans une déclaration devant la presse, l'Union de l'opposition a réitéré ses revendications à l'encontre du gouvernement. Au lendemain du mouvement contestataire organisé dans plusieurs grandes villes de Ngazidja et Ndzouani vendredi, Ali Mhadji, porte-parole de l'Union de l'Opposition, met en garde le chef de l'Etat sur ses agissements.

Les mouvements de contestation qui ont gagné Ngazidja et Anjouan vendredi témoignent du « ras-le-bol » des citoyens. C'est en tout cas la lecture qu'en fait Ali Mhadji, porte-parole de l'Union de l'Opposition. Samedi, devant la presse, le député de Hambou a déclaré que le président de la République devait prendre ses responsabilités et rebrousser chemin sur ses intentions car « ces rassemblements ne sont que la parole du peuple et non l'évènement de l'Opposition ». « Les Comoriens et toutes les localités qui ont protesté vendredi ont montré leur mécontentement contre la politique du colonel Azali », a-t-il déclaré.

« Pas de référendum sans le rétablissement de la Cour Constitutionnelle », pouvait-on lire sur les banderoles brandies par les manifestants, la veille. A quelques semaines de la tenue du référendum, des voix s'élèvent de plus en plus pour exiger le rétablissement de la Cour laquelle a vu ses prérogatives confiées à la Cour Suprême. Pour Mhadji, ce point n'est pas à discuter car c'est ce qui va permettre au gouvernement et au président de renouer avec le peuple et les institutions. « Le président de la République s'est dit être le garant de la paix et de la stabilité dans son discours à Salimani, vendredi. Si c'est le cas, alors qu'il fasse preuve de sagesse et réponde aux doléances des Comoriens », a lâché l'ancien

membre de la CRC qui précise que l'opposition continuera de dénoncer les agissements du gouvernement tant que le président ne reviendra pas sur sa décision.

« Aucun gouvernement depuis

l'ascension à l'indépendance des Comores n'a été refoulé de la sorte. Il n'y a jamais eu de manifestations de cette ampleur. C'est la preuve que le président a perdu sa popularité et qu'il doit faire marche arrière »,

dira le député qui ne manquera pas de rappeler le désaccord qui sévit entre le président de la République et ses vice-présidents et gouverneurs, lesquels verront leurs mandats annulés si le "oui" l'emporte.



Pour Mohamed Abdou Soimadou, ancien ministre, le pays court un grand danger. Le doyen de l'opposition dit craindre pour l'unité, l'Etat de droit et la démocratie. « Le mouvement soulevé vendredi a démontré clairement que le projet insensé du président Azali de s'éterniser au pouvoir ne séduit nullement la population comorienne (...). Les Comoriens ne sont pas prêts à revenir à une période où il y'avait aux Comores, des prisonniers politiques, après tous les sacrifices faits par les grands démocrates, l'intelligentsia de ce pays », a-t-il lancé.

Vendredi, plusieurs personnes ont été interpellées dont le secrétaire général du Juwa, Ahmed Hassane El Barwane. Les opposants au régime, concernant la manifestation, parlent de vendredi de colère, d'indignation et de révolte contre cette « dictature rampante », « une pratique qu'aucun Comorien, grand ou petit, ne tolèrera ».

A.O Yazid

MANIFESTATION DE L'OPPOSITION

« Une douche froide », selon Chayhane

Pour le ministre des finances, Said Ali Said Chayhane les manifestations de l'union de l'opposition du vendredi dernier sont un fiasco. Dans un entretien exclusif à La Gazette/Hzk-presse, l'argentier du pays a loué la sagesse dit-il, de l'immense majorité des comoriens qui ont ignoré l'appel de l'opposition.

"La montagne a accouché d'une souris ». C'est le sentiment que développe le ministre des finances Said Ali Said Chayhane après les manifestations de l'opposition organisées vendredi dernier à travers le pays. Pour lui, la mobilisation est un « fiasco », s'appuyant sur les chiffres donnés

par la gendarmerie nationale totalisant 777 manifestants à travers l'ensemble du territoire.

« Au regard des images et autres statistiques, Moroni n'a pas suivi le mot d'ordre de l'opposition. A Ntsoudjini, ils ont été poliment priés d'aller manifester chacun chez lui. A Koimboini Youssouf Boina avait tendu un piège à Dr Chakour. A Mbeni Wadaane a été sauvé de justesse par des fidèles. A Bambao, l'opposition a soigneusement évité Iconi chef lieu de la région. Et même à Mkazi la population n'a pas été au rendez-vous », a-t-il montré comme pour appuyer ses propos, se laissant aller dans une énumération des grandes villes qui auront ignoré l'appel notamment Mtsangadjou ya

Dimani, Foubouni, Ouzioui.

Si l'argentier du pays loue la réaction de l'ensemble des Mohéliens face à cet appel, « à Anjouan, c'est une véritable douche froide, dit-il, bien qu'à Mutsamudu, la mobilisation était relative au vu des statistiques de la gendarmerie (500 manifestants), l'écrasante majorité des villes et villages n'ont pas manifesté ». Et de poursuivre « je remercie la population pour la maturité et la sagesse qu'elle a montré. C'est un message envoyé au gouvernement pour persister sur les actions plutôt que sur les bavardages ».

M. Chayhane laisse entendre que si l'union de l'opposition cible les vendredis pour tenir les manifes-

tations c'est qu'« au regard du constat, on comprend aisément que c'est pour profiter des fidèles à la sortie des mosquées. Parce qu'elle est incapable de mobiliser les gens ». Il est persuadé que « la motivation de l'opposition, c'est de bloquer les initiatives engagées par le gouvernement surtout depuis l'annonce des fonds devant permettre le démarrage des travaux de construction de l'hôpital El Maarouf ». Avant de conclure : « l'opposition a bravé son interdiction », citant une note circulaire interdisant toutes manifestations politiques en dehors de la période électorale que l'ancien ministre Barwane et actuel secrétaire général du Juwa aurait signé.

Maoulida Mbaé

FORUM RÉGIONAL DES ÉNERGIES DURABLES

Création de l'Association des régulateurs des Etats membres de la COI

En marge du forum régional des énergies durables, les Etats membres de la Commission de l'Océan Indien ont convenu unanimement de créer l'Association des régulateurs de l'énergie. Cette association va faciliter l'entrée des nouveaux entrants dans le marché vis-à-vis la société nationale d'électricité.

L'association des régulateurs des Etats membres de la Commission de l'Océan Indien est le premier résultat du premier Forum régional des énergies durables organisé par la Commission de l'Océan Indien (COI) à travers son programme ENERGIES à Maurice, et financé par l'Union Européenne. Les Etats membres de la COI éligibles au Fonds européen de développement ont convenu unanimement de créer cette association afin de faciliter l'intégration des nouveaux entrants sur le marché vis-à-vis des opéra-

teurs historiques qui dominent encore le marché de l'électricité.

Le chef du programme COI ENERGIE reste convaincu que l'implication des opérateurs privés est primordiale. « Un enjeu essentiel de la transition énergétique des pays de l'Océan Indien est le développement des énergies renouvelables. Pour cela l'implication des opérateurs privés est primordiale. Or les pays membres de la COI sont dotés d'opérateurs électriques historiques qui dominent encore le marché de l'électricité. La raison d'être d'un régulateur de l'énergie réside dans le fait que lors de la libéralisation du secteur de l'énergie, le régulateur va permettre une bonne intégration des nouveaux entrants sur le marché, en l'occurrence les opérateurs privés, vis-à-vis de l'opérateur historique – la société nationale d'électricité », souligne Denis Levy.

Pour sa part, la COI, à travers son programme ENERGIES, s'est engagée à soutenir les activités de



Denis Levy Le chef du programme COI ENERGIE

cette association comme l'établissement de « grid code » et le renforcement de capacité pour la définition

d'indicateurs de performance ou pour la mise en œuvre du rôle de médiateur dévolu aux régulateurs. «

La spécificité insulaire des Etats membres de la COI et son impact sur l'intégration des énergies renouvelables dans les réseaux électriques est une donnée primordiale dont les acteurs énergétiques doivent tenir compte dans la gestion de ces réseaux d'où la création de l'association des régulateurs de l'énergie des pays de l'océan indien », poursuit-il.

L'Association des régulateurs de l'énergie des pays de l'océan Indien, davantage focalisée sur les besoins et enjeux insulaires, complète utilement les réseaux régionaux existants dont sont membres les régulateurs de l'Indianocéanie à l'instar de l'Association régionale des régulateurs de l'énergie pour l'Afrique orientale et australe (AREFOA) du COMESA et de l'Association régionale des régulateurs de l'électricité de la SADC (RERA).

Mohamed Youssouf

CONFÉRENCE AU CNDRS

Le soufisme pour purifier la foi de l'Homme

Pour sa deuxième conférence autour de l'islam, le Cndrs s'est penché sur le soufisme, cette tendance mystique de l'islam. Pour en parler, Mohamed Ousseine Djamalilayl et Mohamed Moumini, respectivement ancien procureur de la République et enseignant chercheur à l'Université des Comores.

Le soufisme aux Comores. Le thème a réuni une foule dense au Centre national de documentation et de recherche scientifique (Cndrs). Cette branche mystique de l'islam souffre de beaucoup de préjugés que Mohamed Moumini balaiera d'un revers de main. Lors de son intervention, on apprendra que le soufisme n'est pas propre à l'islam mais apparaît bien dans toutes les religions. « Le mot soufisme est apparu au IVème siècle. A l'époque du prophète, on uti-

lisait un autre mot qui signifiait « se diriger exclusivement vers le seigneur », c'est-à-dire abandonner la vie et la complaisance d'ici-bas ».

Le sens et la fonction du soufisme sont clairs: purifier l'âme de l'Homme. Pour Mohamed Moumini, le soufisme, c'est lorsque le musulman s'engage à la purification de toutes les maladies du cœur, mais aussi invoquer Dieu à tout moment. « Le soufisme nous donne une bonne éducation puisque elle nous enseigne à être correcte tout en luttant contre la corruption ». Dans ce sens, le soufisme apparaît comme le mode d'emploi pour atteindre une dimension spirituelle de l'âme; une discipline qui permet à l'âme humaine de travailler sur son égo.

Comme un « enseignement vivant, transmis de maître à disciple, dont l'origine remonte au prophète Muhammad et à ses compagnons », dira Mohamed Ousseine

Djamalilayl. Pour cet ancien procureur de la République, le soufisme est une voie d'éducation personnelle et de connaissance intérieure, accessible à toute personne en recherche spirituelle, « quelque soit sa culture et son milieu social ». Outre les rites tels que la prière et le jeûne, le soufi s'adonne au dhikr, terme signifiant à la fois le souvenir et l'invocation de Dieu.

Pour le disciple soufi, c'est au

travers une expérience intime et une vie active dans la société que se révèle une dimension de l'être, porteuse du sens profond de la création. Certains maîtres soufis ont été de grandes figures spirituelles au rayonnement universel. Parmi les plus connus, nous pouvons citer l'imam al-Ghazâlî, Abd al-Qâdir Jilani, Djalâl ud-Dîn Rûmî. De nombreux lecteurs ont également été sensibilisés au soufisme par René

Guénon, Amadou Hampâté Bâ ou l'émir Abdel al-Kader.

Le Cndrs réunit tous les mercredis des conférenciers pour traiter de thèmes autour de l'islam. Le programme intervient tous les ans, au mois de ramadan, période à laquelle les croyants sont encouragés à multiplier les prières et accroître leur savoir.

Ibnou M. Abdou



Les conférenciers au CNDRS sur le thème du soufisme



AVIS DE RECRUTEMENT



Recrutements des 10 Volontaires des Nations Unies Nationaux
Projet : « Renforcement de la Résilience des Comores aux Risques de catastrophes liées au changement et à la variabilité climatique »

Ci-après les liens pour postuler à ces postes :

A/<http://www.unv.org/special-calls/national-unv-assistant-technique-du-chef-de-service-et-pr%C3%A9vention-de-la>

- 1 poste à La direction Générale de le Sécurité Civile – Ngazidja

B/<http://www.unv.org/special-calls/national-unv-assistant-technique-de-la-direction-r%C3%A9gionale-de-la-s%C3%A9curit%C3%A9-civile>

- 1 poste à La Direction Régionale de la Sécurité Civile – Ngazidja

C/<http://www.unv.org/special-calls/national-unv-conseiller-technique-des-unit%C3%A9s-d%C3%A9centralis%C3%A9es-de-protection-civile>

- 3 postes à Ngazidja dans les localités suivantes : Diboini, Foubouni, Mitsamiouli,
- 3 postes à Anjouan dans les localités suivantes : Domoni, Mutsamudu, Sima
- 2 postes à Mohéli dans les localités suivantes : Fomboni, Nioumachoi

Au plus tard le 10 juin 2018

POLITIQUE

Un courant du parti Radhi désavoue la position du secrétaire général

Une partie du parti Radhi s'est réunie le week-end, à Mbeni. Répondant à l'invitation de Kamar Ezamane et Abdou Soeuf, les partisans présents ont émis des réserves quant à la politique engagée par le pouvoir en place. « Le Radhi ne se rallie à aucun mouvement politique », dira l'ancien ministre, répondant ainsi aux militants tentés de rallier la mouvance présidentielle.

Quelques semaines de la campagne référendaire, le Radhi semble traverser une période de flottement et de tergiversations. Alors que le secrétaire général du parti se trouve actuellement à Mohéli pour la mise en place des cellules, plusieurs militants dont le commissaire Issihaka Himidi Mohamed, Madouhouli Mohamed, Ali Abdou, Ibrahim Msa Abdou, Houssamidine Mohamed Ali,

Youssef Mdahoma pour ne citer que ceux là, se sont retrouvés à M'beni le week-end, au domicile de l'ancien ministre Kamar Ezamane, après y avoir été conviés par ce dernier et Abdou Soeuf.

L'objectif est « d'analyser le climat politique actuel qui prévaut dans notre pays et au sein du parti Radhi, notamment la démarche prônée par certains militants d'intégrer la mouvance présidentielle », a expliqué Kamar Ezamane Mohamed. Cette approche est, aux yeux de cet ancien ministre, une manœuvre mettant le Radhi en péril vu que le Congrès du 7 avril a tranché. « Le Radhi ne se rallie à aucun mouvement politique. Lors de ce congrès, il a été également souligné que le système politique institué par le président Azali Assoumani est loin d'être celui de la démocratie (...). Par conséquent, le Radhi, qui rassemble des nationalistes et des



Le parti Radhi courant contestataire de la ligne du SG à Mbeni

patriotes, ne peut en aucun moment soutenir un tel système qui fait la promotion de la dictature ».

Les membres présents exhortent leurs camarades de reconsidérer leur choix qui risquerait de « compro-

mettre le devenir de notre jeune et dynamique parti politique considéré par les Comoriens comme la plus grande école de formation politique en Union des Comores ». Pour l'ancien préfet de Mbadjini, Saïd Mouigni, il est impératif que le Radhi organise une grande rencontre pour clarifier et sauver le parti car « entamer la campagne du référendum avant que nous nous rassemblions serait une grande erreur ». Il sera appuyé par Abdallah Mkvavao, coordinateur de Ntsinimoichongo et proche de Kamar Ezamane qui affirme que « tant que nous n'avons pas vu le texte du référendum, pas question de se prononcer ». Pour Kamar Ezamane, « il faut que nous voyions le texte pour pouvoir défendre les idées que nous avons avancées lors des assises ».

Ibnou M. Abdou

GRÈVE DANS L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Les élèves menacent de descendre dans la rue

A Ngazidja, le bras de fer qui oppose le collectif de la communauté éducative (lycées et collèges) et les pouvoirs publics se durcit. Le refus des enseignants du secondaire, 1er et 2nd degré, à remplir les bulletins scolaires des deux premiers trimestres est à l'origine de la fermeture générale des établissements scolaires de l'île. Dans un grand rassemblement, tenu au Lycée de Moroni hier, la menace de descendre dans la rue a été largement évoquée, si un dénouement ne se dégage pas dans un délai raisonnable.

Le lundi 4 juin, à l'appel de la coalition des coopératives scolaires, des délégations des collèges et des 7 Lycées de l'île ont envahi le Lycée de Moroni. « L'objectif est purement éducatif. Nous réclamons nos bulletins scolaires des deux premiers trimestres



Rassemblement des lycéens et collégiens au Lycée SM de Moroni

pour mettre fin à un bras de fer qui risque d'aboutir à une année blanche. Nous faisons appel à la conscience du chef de l'État pour dénouer cette triste crise.

L'hypothèse d'une option radicale n'est pas exclue », avait déclaré Mohamed Ali, classe de 1ère au Lycée de Mitsamiouli.

Les professeurs réclament vai-

nement le paiement du salaire du mois de mai 2017. La grande réunion de sensibilisation tenue à Moroni a regroupé plus 800 lycéens et collégiens. A l'unanimité, ils ont menacé d'envahir la rue, mais légitimement et pacifiquement, si les autorités politiques n'assouplissent pas leur position, jugée déstabilisatrice et sabotuse. Au sein de ce groupe, apparemment solide et solidaire, des voix discordantes, mais minoritaires, retentissent timidement : « Ne nous affolons pas. Gardons notre sang-froid. Les bulletins scolaires arrivent dûment remplis. Les autorités de l'Union ne nous ont pas lâchés. Un compromis profitable des deux cotés se profile », tente de rassurer Sefoudine, terminaliste.

Le président du collectif des étudiants et élèves comoriens du secteur public, Nizart Mohamed, est ferme : « Sans bulletins, pas de 3e trimestre. Nous dénonçons les atti-

tudes du gouvernement et des enseignants. Ils sont complices pour détruire notre avenir. On organisera des marches pacifiques ». Le professeur Gigi, responsable du laboratoire du Lycée de Moroni adopte une attitude flegmatique. Il suscite l'espoir : « Pour le moment, nous refusons de reprendre les cours parce que les autorités ont refusé de payer notre salaire du mois de mai 2017. Ce cas ne se pose pas à Mohéli. Les professeurs ont été régularisés. Seuls Ndzouani et Ngazidja sont marginalisés. Les primaires ont repris les cours parce qu'ils ont perçu le salaire. L'hypothèse d'une année blanche est à exclure. Les négociations vont sortir de l'impasse. Les autorités s'efforcent de mobiliser la somme nécessaire. Je suis confiant ».

Bm Gondet

FÉDÉRATION DE FOOTBALL DES COMORES (FFC)

Déçu, Tota conseiller du patron de la Ffc jette l'éponge

Pour beaucoup, ce départ « tardif » de Tota Faharidine, au poste de conseiller du président de la Ffc, est tout, sauf surprise ! Il déclare prendre ses distances avec la Ffc, mais conserve le point focal du projet Gazprom, au sein de la cette même fédération. « Après quelques semaines au service du nouveau président de la Ffc, j'ai compris que certaines habitudes continuent... », justifie le démissionnaire.

La démission de Tota Faharidine au poste de conseiller du président de la Ffc, Saïd Ali Saïd Athouman, en charge des équipes nationales et de la coopération a été déposée le 3 juin 2018. Elle n'a pas produit l'effet d'une bombe parce que plusieurs indices prophétisaient ce départ « quasi tardif ». Tota fait partie des personnes qui s'étaient sacrifiées pour l'élection de Saïd Ali pour la succession de Tourqui Salim, acculé à la démission par le ministère de tutelle.

« Après m'avoir opposé que les billets d'avion ne se paient pas chez le boss Tourqui Salim, car ils étaient très cher, et en ayant eu des billets moins chers où la Ffc a pu économiser 650.000 fc, ensuite j'ai eu d'autres cas. Après le déblocage de l'argent (19.200.000 fc) par l'État pour que les Cœlacanthes puissent se rendre en Afrique du Sud, c'est la secrétaire générale de la Ffc qui est venue les récupérer au lieu du Directeur Administratif et Financier de la Ffc. Le président est entouré par les mêmes têtes du précédent président

», fait observer ce dirigeant de Volcan.

Tota rejette la canne à sucre, mais conserve les racines. Il prend ses distances avec la Ffc, mais il ne démissionne pas du département du sport de base au titre de responsable du point focal du projet Gazprom, rattaché à cette même Ffc. Notre interlocuteur enchaîne : « Je mets un terme de servir mon ami Saïd Ali Saïd Athoumani, patron de la Ffc, bien que je lui resterai toujours fidèle, mais en tant qu'ami. C'est dommage pour notre football que ceux

qui sont à la tête ne pensent pas au football mais à autres choses. Le président est bien intentionné mais, il est mal entouré ».

Selon des proches de la Ffc, la présence de Tota avait dérangé. Mais sans détails. Les fervents du ballon rond s'interrogent si Tota avait dérangé la majorité ou une minorité, accrochée à l'ombre de la Ffc ?

Bm Gondet

La famille Mchangama

La pollution des sacs plastiques

(Président du groupement d'importateurs des dérivés pétroliers)

Stop aux sacs plastiques qui tuent la mer !

Maman Mchangama habite au bord de la mer, en sortant de chez elle sur la plage, elle tombe sur un amas de sachets et produits en plastique. Irritée, elle s'habille de sacs plastiques et va voir la maire pour lui demander d'arrêter la pollution

Personnages :
Maman Mchangama
La Maire
Baba Djalou

Maman Mchangama: Ah, mais quelle horreur ces tas de sacs plastiques et tissus emmêlés partout sur la plage! Il ya-t-il des personnes qui aient un brinde bon sens dans ce village? Il ya-t-il des autorités qui pensent au peuple?

Cela ne peut pas durer comme ça! Je ne me laisserai pas faire. Il faut trouver une solution.

Je vais de ce pas voir La Maire pour lui faire part de cette situation. Ensuite, j'irai voir aussi les responsables de l'association du village qui milite pour la protection de l'environnement. J'en ai marre de cette crasse et j'irai jusqu'au bout.

Maman Mchangama: Me voilà à la mairie... Toc, toc, toc...

La Maire : Entrez!

La Maire: Mais qu'est ce que c'est que cet épouvantail? Et qui êtes-vous ?

Maman Mchangama: Je suis Mhaza, le Démon en Plastique! Bouhouhou!

La Maire : Wuhanza. Quel nom bizarre! Et pourquoi tu es habillée comme ça ?

Maman Mchangama: Mais c'est moi! Maman Mchangama, Et si je suis habillée comme ça, c'est parce que je suis indignée et très fâchée!

La Maire : Ah ! Maman Mchangama, je vous reconnait maintenant!. Mais pourquoi êtes-vous indignée et pourquoi vous êtes-vous déguisée comme ça? Qu'est-ce qu'il vous arrive?

Maman Mchangama: Si je me suis déguisée en "Démon en Plastique" c'est parce que nous sommes tous colonisés par les sacs plastiques!

Ces sacs ont envahis nos foyers ainsi que notre environnement. Venez faire un tour aux environs de la corniche, vous y trouverez des amas de sacs en plastique que les gens jettent sans réfléchir. Il faut que vous fassiez quelque chose pour éviter cela, je vous rappelle que nous vous avons élue pour vous occuper de nous et de tous les problèmes du village.

La Maire : Du calme Maman Mchangama. Je sais tout ça. Vous êtes mes électeurs et je vais m'occuper de ce sérieux problème!



Maman Mchangama: Alors agissez vite Madame la Maire! Le sujet est extrêmement grave. Les ordures jetées au bord de la mer polluent la côte et représentent des milliers de sacs en plastique qui détruisent notre environnement et nous tuent à petit feu. Rien que la semaine dernière, j'ai trouvé des morceaux de plastique à l'intérieur du poisson que j'ai acheté au marché. A l'avenir si on ne fait rien, nous finirons par pisser du plastique! Ha, ha, ha!

La Maire : Oui, vous avez raison, il faut vite agir. Les conséquences sont nombreuses et désastreuses. Je viens justement de recevoir un rapport de l'Alliance Mondiale contre le Changement Climatique qui est formel et confirme que les sacs en plastique jetés en mer étouffent les coraux. Ils causent la mort des tortues et des poissons et diminuent de façon globale la productivité des zones côtières. Ces sacs en plastique participent activement à la disparition des poissons habituellement pêchés par les mamans, voilà une des causes principales de la diminution de la pêche côtière! Et je ne parle même pas de l'image de pollution que cela donne au yeux de tous avec des sacs plastiques partout le long des côtes, sur les plages, les mangroves et les récifs.

Maman Mchangama: Et bien, vous voyez, je ne suis pas la seule à dire que c'est un désastre!

La Maire: Et vous n'avez pas tout entendu! Le plus dangereux, c'est que la destruction des récifs coralliens met en péril notre village et nos champs!

Maman Mchangama: A cause des sacs plastiques?

La Maire: Oui, mais de façon indirecte car les sacs plastiques détruisent les récifs coralliens qui nous protègent contre les tempêtes qui vont être de plus en plus fréquentes avec le changement climatique! Et comme vous le savez, quand il y a de fortes tempêtes, les maisons comme la vôtre, qui sont au bord de la mer, souffrent énormément.

Sans la barrière de corail et avec des vagues encore plus fortes, ce seront les maisons, les routes, les bâtiments qui vont souffrir et l'eau salée de la mer risque d'inonder les champs, empêchant les cultures de pousser à cause du sol salé...

Maman Mchangama: Mais c'est une vraie catastrophe! Il faut que nous empêchions cela tout de suite!

La Maire : Vous avez raison! J'appelle tout de suite le Président du groupement des importateurs des dérivés pétroliers.

Suite dans notre édition du demain mercredi



LES COMORES FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

LE TEMPS DE L'ACTION !

AMCC
 ALLIANCE MONDIALE
 CONTRE
 LE CHANGEMENT CLIMATIQUE



Union des Comores - Union Européenne
 Un partenariat pour le Développement



Ce programme a été produit avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de l'équipe Projet de l'Alliance Mondiale contre le Changement Climatique aux Comores et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne